



Assemblée générale Conseil de sécurité

UN LIBRARY

MAY 17 1982

UN/SA COLLECTION

Distr.
GENERALE

A/37/213
S/15015

29 avril 1982
FRANCAIS

ORIGINAL : RUSSE

EMBLEE GENERALE
Trente-septième session
Point 34 de la liste préliminaire*
SITUATION AU MOYEN-ORIENT

CONSEIL DE SECURITE
Trente-septième année

Lettre datée du 28 avril 1982, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes
soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous adresser le texte d'un communiqué de l'Agence TASS du
28 avril 1982.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de ce communiqué
en tant que document de l'Assemblée générale, au titre du point 34 de la liste préliminaire,
comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) O. TROYANOVSKY

* A/37/50/Rev.1.

Annexe

COMMUNIQUE DE L'AGENCE TASS

Le 25 avril s'est jouée la farce du "retour" de la péninsule du Sinaï à l'Egypte, dont les acteurs ont été les participants aux accords anti-arabes de Camp David.

Pour les milieux dirigeants de l'Union soviétique, cette "opération du Sinaï", pas plus que les autres conséquences des accords de Camp David, n'a rien à voir avec l'établissement d'une paix juste et durable au Proche-Orient.

Car il ne s'agit pas simplement d'Israël rendant à l'Egypte ce Sinaï qu'il lui avait arraché par une guerre d'agression. Le prix de ce retour est la trahison par Sadate des intérêts de l'ensemble du monde arabe, notamment et avant tout des droits légitimes des Palestiniens à l'autodétermination et à la création de leur propre Etat. En outre, l'Egypte, en même temps que le Sinaï, reçoit des troupes américaines appartenant à un corps d'intervention à déploiement rapide. A y regarder de près, autrement dit, l'occupation israélienne du Sinaï est remplacée par une occupation américaine, les Etats-Unis bénéficiant d'un avant-poste qui leur permet de s'ingérer directement dans les affaires des Etats du Proche-Orient et des régions avoisinantes.

Que les soldats américains y soient épaulés par des soldats de quelques pays alliés des Etats-Unis du bloc de l'Atlantique nord ne change rien au caractère anti-arabe de cette "relève de la garde" au Sinaï. Les peuples du Proche-Orient n'ont rien oublié de la manière dont les puissances coloniales ont exercé le pouvoir sur leur territoire et les Arabes sont bien placés pour savoir les efforts et le temps qu'il a fallu pour chasser les colonisateurs.

On ne cache pas non plus, à Washington et à Tel-Aviv, que le remplacement des troupes d'occupation israélienne du Sinaï par des troupes américaines ne marque nullement la fin de la politique de Camp David. Bien au contraire, on compte redoubler d'efforts dans la poursuite de cette politique d'accords séparés anti-arabes. Tant Washington que Tel-Aviv cherchent à imposer aux Palestiniens de la rive occidentale du Jourdain et de la Bande de Gaza le célèbre plan d'"autonomie administrative", dont le but réel est d'empêcher la création d'un Etat palestinien indépendant et de préparer l'annexion des terres palestiniennes par Israël.

Les peuples du Proche-Orient, rejetant ces visées colonisatrices, exigent une paix juste et durable, qui garantisse aux Arabes le retour des terres arabes occupées par Israël, donne aux Palestiniens la possibilité d'exercer leur droit inaliénable à créer leur propre Etat, et permette à tous les Etats de cette région de vivre dans la paix et la sécurité.

C'est à ces aspirations des peuples du Proche-Orient que répond la proposition, avancée lors du XXVIème Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, de convoquer une conférence internationale à laquelle participeraient toutes les parties intéressées, y compris l'Organisation de libération de la Palestine. Cette proposition, qui pourrait ouvrir au Moyen-Orient la voie d'un règlement réaliste et constructif est toujours valable.